

LUIGI ELONGUI

Bisesero : l'ombre du COS et du 1^{er} RPMIa

En 2010, dans *La Nuit rwandaise* n°4, nous faisons part du travail de Serge Farnel qui affirmait que sur les collines de Bisesero, les 13 et 14 mai 1994, des « Blancs » avaient participé au massacre des Tutsi réfugiés sur les hauteurs pour échapper aux tueurs. Ces « Blancs », venus en renfort des miliciens et des forces armées rwandaises, « parlaient français » selon les nombreux témoignages recueillis.

L'enquête de Serge Farnel aura donné lieu à moult polémiques, sa méthodologie étant contestée par certains. Bruno Boudiguet est alors retourné sur les lieux, et les témoignages qu'il aura recueilli à son tour appuient ceux rapportés par Farnel. Il en est de même pour ceux réunis par Matjules, dont trois vous sont livrés ci-dessous.

En 2013, Jean-François Dupaquier [1] s'interrogeait sur l'action de Paul Barril et de son équipe de mercenaires français embauchés par le gouvernement génocidaire et présents au Rwanda durant le génocide : « *Plusieurs d'entre-eux semblent s'être trouvés sur les collines de Bisesero à la mi-mai 1994 pour conseiller l'extermination des Tutsi qui s'y étaient rassemblés au nombre d'environ 50 000 et qui menaient une défense désespérée.* »

L'identité de ces soldats, “Blancs” parlant français, n'est toujours pas connue aujourd'hui, 25 ans après le génocide des Tutsi.

S'agit-il, comme semble le penser Jean-François Dupaquier, de l'équipe recrutée par Barril ou un autre “*corsaire de la république*” lié à l'armée française, comme Bob Denard, dont l'association *Survie* aura révélé qu'il était également présent aux côtés des génocidaires en 1994 ?

Ou l'engagement, très voyant, de ces barbouzes françafricains aurait-il pour fonction de dissimuler la participation directe de l'armée française ?

Et si ces militaires « *blancs* » du 13 mai 1994 étaient des artilleurs du DAMI issus du 1er RPIMa et appartenant aux forces spéciales réunies dans le COS, à l'époque sous commandement de Jacques Rosier, celui-là même qui, fin juin, laissera pendant trois jours les rescapés du 13 mai se faire massacrer sous les jumelles de ses hommes...

Les 13, 14 et 15 mai 1994 à Bisesero, dans les collines de l'ouest du Rwanda, près de la ville de Kibuye, plus de quarante mille Tutsi auront été massacrés à l'arme lourde et à la machette par les forces gouvernementales, accompagnées par les miliciens Interahamwe, de nombreux paysans. Ils auraient été assistés de quelques dizaines de soldats « *blancs* », « *parlant français* », des techniciens.

La participation directe de ces derniers – des artilleurs maniant la mitrailleuse et des canons de 105 mm – à l'un des épisodes les plus sanglants du génocide des Tutsi, et les questionnements sur leur identité, ont été l'objet des ouvrages de Serge Farnel et Bruno Boudiguet [3].

Suivant leurs traces, Matjules, militant engagé dans la recherche des responsabilités de la France dans le génocide et promoteur du *Collectif des innovations et illuminations politiques* [4], s'est rendu au pays des mille collines en décembre 2014 et y a rencontré certains des rescapés du carnage.

Selon les témoignages recueillis par Serge Farnel et Bruno Boudiguet, des « *Blancs* » sans uniforme étaient opérationnels avec les bourreaux de ce qui a été qualifié comme le « *ghetto de Varsovie rwandais* », « *le plus grand et le dernier massacre de masse du génocide* ».

Les entretiens inédits de Matjules avec les rescapés, dont nous reproduisons ci-après des extraits, sont focalisés sur la présence de ces artilleurs « *de type européen* ». L'intention étant de

réunir de nouveaux détails sur le rôle et l'identité de ces « *mystérieux* » tueurs. Et aussi de battre le rappel d'un épisode si terrible qu'il risque fort d'être refoulé de la mémoire collective.

Car lorsqu'il s'agit de Bisesero – dans la plupart des travaux et des débats des chercheurs, journalistes, analystes et historiens qui se sont penchés sur le dernier génocide du 20^e siècle – on se réfère toujours aux tueries du 27-29 juin, et à l'attitude considérée comme « *ambigüe* », voire « *coupable* », des militaires français de l'opération *Turquoise* sur place, manifestement coupables de non-intervention.

Les 27-29 juin et le 13 mai 1994

Parenthèse. Le 27 juin, le lieutenant-colonel Jean-Rémy Duval, connu sous le pseudonyme de « *Diego* », fait alerter son supérieur hiérarchique, le colonel Jacques Rosier, patron du Commandement des opérations spéciales (COS), que des centaines de Tutsi sont en train de se faire massacrer à Bisesero. Ce sont les derniers survivants de la terrible attaque du 13 mai. Les assaillants n'avaient pas réussi à mener à terme l'extermination face à la résistance héroïque des victimes qui avaient choisi de s'abriter dans ces collines boisées, difficilement accessibles, pour se battre à coups de pierres et de branches, jusqu'à la mort, contre leurs bourreaux armés de mitrailleuses, de gourdins et de machettes.

« *Diego* » et ses hommes, en patrouille dans la zone, en avaient été informés par un groupe de rescapés qui avaient approché les jeeps françaises dans l'espoir d'être sauvés. Toujours est-il que malgré l'alerte Rosier attendit le 30 juin pour intervenir. Ainsi, pendant les trois jours de ce deuxième grand massacre, des centaines de Bisesero périrent suite à l'offensive finale des forces gouvernementales et des miliciens Interahamwe.

Pourquoi alors déconnecter ces deux grands massacres ?

Pourquoi un silence entoure celui du 13 mai [5] et ses aspects les plus troublants – la présence de soldats « blancs » – avec la conséquence d’« étouffer dans l’oubli les témoignages des Basesero rescapés » et d’ignorer les circonstances inquiétantes de l’événement que Farnel et Boudiguet décrivent avec minutie, cohérence, en recoupant les faits, et que Matjules vient corroborer ?

Des silences sur le 13 mai

Les extraits des interviews de Matjules font découvrir un élément nouveau qui ne paraît pas dans les travaux précédents. Lisons-les :

« Il y a des criminels qui sont passés aux aveux : ils ont admis que pendant les tueries qu’ils orchestraient, ils étaient avec des “Blancs”. Ils ont témoigné de cela dans les Gacaca », affirme Emmanuel Karibana tout en précisant : « Parmi ceux qui ont affirmé d’avoir vu les “Blancs” avec les tueurs, il y avait Mageza, un génocidaire repent. »

Jean-Baptiste Hakizimana, lui, confirme que *« parmi ceux qui ont témoigné d’avoir vu des “Blancs” tirer sur des Tutsi, il y a Ngarambe Jean, Mageza Raphaël, Simugomwa Fidèle et Shauni. Ce sont des gens qui ont commis le crime de génocide, se sont repentis et sont passés aux aveux ».*

Sylvain Nyakayiro pour sa part, évoque dans son récit *« Semi et Simugomwa... Ces génocidaires ont confirmé devant la justice la participation de “Blancs” parmi les tueurs et le fait qu’ils tiraient sur les arbres qui s’écroulaient... Les génocidaires Simugomwa, et Niyiranga ont rapporté devant les Gacaca que les “Blancs” mettaient devant eux ces génocidaires pour les obliger à tuer les Tutsi. Ils faisaient le même travail, tuer des innocents. »*

Les témoignages convergent dans les détails et dans les noms des tueurs.

Ces témoins affirment que ces éléments ont été rendus publics devant les Gacaca, les tribunaux populaires que la justice rwandaise a mis en place en 2002, dont les archives sont gérées par

la *Commission nationale de lutte contre le génocide* (CNLG). Il reste encore des millions de pages de retranscription en cours de numérisation et d'indexation.

Il s'agit d'un élément inédit de l'enquête de Matjules.

La continuité et la cohérence d'une action, celle de la France

Il convient ici, à travers la lecture des événements du 13 mai et de leur lien avec ceux du 27 juin, de mettre en exergue la continuité et la cohérence d'une action, celle de la France, qui doit être envisagée dans l'ensemble de son intervention au Rwanda (dont l'opération *Turquoise* – pendant laquelle se déroule les massacres du 27 au 30 juin à Bisesero – n'est qu'un épisode) et à l'aune d'une doctrine militaire spécifique. Élaborée par les têtes pensantes de l'École militaire de Paris suite à la défaite indochinoise, puis appliquée en Algérie et au Cameroun, cette doctrine, paradoxalement nommée « *guerre révolutionnaire* » (DGR) a pour finalité le contrôle des populations, pour en priver l'appui à l'ennemi, et se sert de différentes modalités d'action : action psychologique (« *gagner les cœur et les esprits* »), hiérarchies parallèles, création de milices, quadrillage du territoire, renseignement (torture), terreur et disparitions ...

Il reste que si l'on arrive à voir plus clair dans l'« anatomie » de ce massacre, autant que dans les objectifs et le profil de ses commanditaires, des nouvelles réponses pourraient être apportées à la question de la participation française au génocide.

Or, les extraits publiés ici de trois des entretiens avec les rescapés réalisés par Matjules révèlent deux éléments importants.

Précis et concordants sur la dynamique de la tuerie, les récits mettent d'abord en évidence une « *méthodologie de l'extermination* » correspondante à celle qui a été appliquée à la plupart des actes génocidaires. Secundo, on y retrouve la même collaboration, une synergie des acteurs locaux et « *étrangers* » [6] qui ont agi de concert dans la mise en place de la « *solution finale* ».

Ces deux éléments concernant l'art et la stratégie de la guerre ne sont pas une nouveauté du génocide des Tutsi. Ils renvoient à ce corpus doctrinal de théories anti-insurrectionnelles de l'École militaire française que nous avons évoqué, remontant à l'époque coloniale et mis en pratique au Rwanda à partir d'octobre 1990, suite à l'arrivée sur place de l'opération française *Noroît*.

Les événements de Bisesero du 13 mai et ceux du 27 juin ne sont pas isolés ou spécifiques dans cette dynamique d'extermination. Ils sont l'une des étapes de son actualisation, le fruit d'un projet d'anéantissement d'un groupe humain en tant que moyen de restauration d'une domination politique mise en danger.

Ses organisateurs et ses exécuteurs, dans l'ombre d'un anonymat qui peine à en dissimuler le rôle, sont les mêmes qui ont planifié et achevé la mise à mort d'un million de Tutsi, entre le 7 avril et le 17 juillet 1994.

Ainsi, si le lien factuel et « stratégique » entre les deux massacres de Bisesero est une évidence, il est curieux que le deuxième ait fait couler des fleuves d'encre et de paroles à propos de l'« *inaction* » des forces françaises, alors que le premier a été presque ignoré. Comme si l'un avait occulté l'autre.

Pour ceux qui s'occupent du rôle de la France en 1994, le fait que le 13 mai *Turquoise* n'était pas sur place ne saura pas justifier cette polarisation « *exclusive* », la permanence de la présence des militaires français au Rwanda après le départ des opérations *Noroît* et *Amaryllis*, respectivement en décembre 1993 et le 14 avril 1994, étant avérée, comme on le verra plus bas.

Il s'agit alors de rappeler que « *le problème, concernant le rôle de la France dans le génocide n'est pas tant d'avoir tardé à porter assistance aux rescapés Tutsi à Bisesero entre le 27 et le 30 juin, même si c'est absolument ignoble et totalement condamnable au vu du mandat des troupes française de Turquoise, mais d'avoir laissé se faire massacrer, en toute connaissance, plus d'un*

million de Tutsi pendant trois mois, tandis que la France continuait à livrer des armes aux assassins qu'elle avait formé et avec lesquels elle avait combattu et constamment soutenu, y compris après le génocide » [7]. Un soutien continu que les événements du 13 mai semblent ainsi confirmer.

La détection d'un « fil noir »

Nous avons évoqué quelques raisons qui expliquent comment le débat sur le 27 juin a oublié son lien avec le 13 mai. On n'ira pas plus loin dans cette problématique. Ce qui nous intéresse ici est la détection – à partir de l'analyse du « *jour le plus cruel* » (selon les paroles d'un rescapé) –, d'un « fil noir », d'un dessein terrible d'extermination qui réunit toutes les procédures meurtrières du génocide à l'aide d'un corpus doctrinal établi, bien connu et ayant fait ses épreuves dans les histoires sanglantes de la colonisation et de la post-colonie.

Après la publication ci-dessous de trois entretiens [8] choisis dans l'ensemble de ceux réunis par Matjules – avec Emmanuel Karibana, Jean Baptiste Hakizimana et Sylvain Nyakayiro – un commentaire et une analyse suivront avec des hypothèses sur les identités des responsables de la barbarie du 13 mai. Un jour seront-ils peut-être sommés d'en répondre devant les instances appropriées.

Extraits des interviews de Matjules

Entretien avec Emmanuel Karibana à l'Hôtel Bethanie à Kibuye, le 18 Décembre 2014

– Que s'est-il passé le 13 mai 1994 sur les collines de Bisesero ?

Le 13 mai a été le jour le plus cruel, le jour de l'extermination. C'est le jour où les assaillants ont recouru à l'utilisation de beaucoup d'armes et d'attaquants. Parmi ces nombreux assaillants, il y avait aussi des « Blancs ». Les routes étaient remplies de nombreux véhicules alignés dans un long

cortège ! Des files interminables, comme si on accompagnait le Président. Les assaillants descendaient des bus, nous encerclaient et commençaient à tuer les Tutsi, systématiquement.

– Que faisaient les « Blancs » ?

On les voyait avec les tueurs. Ils assistaient à l’extermination des Tutsi sur les collines et tiraient sur eux. Quand l’attaque des miliciens Interahamwe s’annonçait, et que ces tueurs tiraient sur nous, ces « Blancs » étaient toujours à côté d’eux.

– Combien étaient les « Blancs » ?

Il y avait des groupes différents. On pouvait voir un groupe d’assaillants ici avec un « Blanc », là un groupe d’assaillants, aussi avec un « Blanc ». Ces « Blancs » avaient des armes et tiraient sur les Tutsi. Quand ils tiraient, on voyait un grand nombre de Tutsi mourir. Il y avait d’innombrables cadavres.

– Vous avez parlé de « Blancs » qui tiraient sur vous ? Pouvez-vous être précis sur leurs agissements ?

J’ai vu les « Blancs » dans trois groupes, sur des collines différentes, proches de la route. En fuyant, j’ai vu ces groupes avec les « Blancs ». Dans ma fuite, je les vis : j’ai vu un « Blanc » dans un groupe en bas d’une colline et un autre dans un groupe en provenance d’une autre colline.

– Quelles collines ?

Les collines de Jurwe, à l’endroit appelé Mubuga, et celle de Gitwa.

– Est-ce que d’autres Rwandais t’ont dit : « Nous aussi, on a vu des “Blancs” nous tirer dessus » ?

Il y a des criminels qui sont passés aux aveux : ils ont admis que pendant les tueries qu’ils orchestraient, ils étaient avec des « Blancs ». Ils ont témoigné cela dans les Gacaca. Les mêmes qui,

à l'époque, nous disaient : « Vous, les Tutsi, si on vous a exterminé, c'est qu'il y avait des "agents" pour vous exterminer. Des réunions se faisaient. C'était organisé pour vous exterminer. Il y avait une force mobilisée pour vous éliminer. » Et il y a d'autres Rwandais qui ont rapporté avoir vu des « Blancs », parmi les tueurs, tirer eux-mêmes sur les Tutsi. C'est incontestable. Ce que l'on m'a raconté corroborait ce que moi-même j'avais vu de mes propres yeux. Parmi ceux qui ont affirmé d'avoir vu les « Blancs » avec les tueurs, il y avait Mageza, un génocidaire repent.

– Le 13 mai 1994, est-ce que tu as entendu des Rwandais dire que les "Blancs" étaient des Français ?

Oui. On en a parlé avec des personnes qui étaient avec nous. Ils avaient vu des « Blancs » tirer sur des Tutsi avec les tueurs rwandais. Nous avons échangé sur cette présence de "Blancs" tirant sur des Tutsi. En tout cas, il y a des repentis qui ont avoué d'avoir vu des "Blancs" tirer sur les Tutsi. Les "Blancs" tiraient aussi sur les femmes et sur les enfants. Leurs balles ne faisaient pas de distinction.

– Avez-vous subi des pressions pour que l'on vous empêche de dire que les "Blancs" ont participé aux massacres du 13 Mai à Bisesero ?

L'information que nous donnons aux autorités disparaît, ne connaît pas de suivi. Nous constatons alors qu'il n'y a pas la volonté pour le suivi de l'information que nous livrons. Cela nous décourage, parfois nous amène à ne pas être motivés pour témoigner et raconter ce que nous avons vu et vécu. En plus, à force de répéter mon témoignage, cela ne fait que raviver mes blessures. Est-ce que raconter toujours ce que j'ai vécu, la souffrance atroce que j'ai endurée, est-ce que cela permettra de ressusciter les miens ?

– Avez-vous dit d'une manière claire qu'il y avait des "Blancs" le 13 mai à Bisesero ?

Nous avons régulièrement donné les informations sur la présence des “Blancs” pendant le génocide à Bisesero. Nous les donnions parfois à des responsables de secteur qui ne savaient rien et n’étaient pas là pendant le génocide. C’était une opportunité pour ces responsables d’apprendre sur le secteur qu’ils dirigent.

– Est-ce que vous pourriez demander aux responsables du Mémorial de Bisesero que soit rajoutée à ce Mémorial l’information qu’il y avait des “Blancs” qui tiraient sur les Tutsi le 13 mai 94 ?

Les Mémoires au Rwanda doivent écrire que les témoins rescapés de Bisesero ont vu des militaires français tirer sur les civils Tutsi durant le génocide. Que ce fait soit rapporté, pour que celui qui vient à Bisesero puisse voir cette information inscrite en gros caractères.

—

Entretien avec Jean-Baptiste Hakizimana, les 18 et 19 décembre 2014

– Avez-vous des séquelles physiques du génocide des Tutsi ?

Oui, j’en ai, j’ai reçu un éclat d’obus.

– Cela s’est passé quel jour ?

Le 13 mai.

– Peux-tu savoir d’où venait l’obus ?

C’étaient des balles tirées par des soldats à différents moments. Des soldats gouvernementaux, du régime de l’époque, tiraient sur nous. Mais, ce jour du 13 mai, nous avons constaté la présence de soldats “blancs”, parmi ceux qui tiraient sur nous. Ce jour-là, nous avons vu des soldats “blancs” engagés dans les combats et dans les tirs sur des Tutsi.

– Que faisaient les “Blancs” ?

Les militaires rwandais et les soldats “blancs” se mettaient à côté des routes et ils tiraient. Puis, les miliciens entraient dans les buissons, sur les collines, et dépeçaient les gens avec les machettes.

– À quels endroits avez-vous vu les “Blancs” ?

La première fois que nous avons rencontré ces “Blancs”, c’était tout en proximité de l’école de Bisesero, près de la forêt de Nyiramakware. Ils tiraient et tiraient... Les “Blancs” n’étaient pas seuls sur la route. Ils avaient à côté d’eux les soldats rwandais.

– Est-ce que, depuis, tu as vu des Rwandais qui t’ont dit « *Nous aussi, on a vécu la même chose* », « *des “Blancs” qui nous tiraient dessus* » ?

Oui, j’ai entendu des Rwandais qui l’ont dit. Il y en a même parmi ceux qui ont collaboré avec ces soldats “blancs” et qui l’avouent. Ils ont été appelés à témoigner et parmi ceux qui ont témoigné d’avoir vu des “Blancs” tirer sur des Tutsi, il y a Ngarambe Jean, Mageza Raphaël, Simugomwa Fidèle et Shauni. Ce sont des gens qui ont commis le crime de génocide, se sont repentis et sont passés aux aveux. Puis, il y a le témoignage de mon grand frère Koribana David. La veille de la grande attaque, il est allé chercher à manger pour nous, chez un ancien soldat rwandais qui lui a dit « *Cette nourriture, tu peux la prendre ou la laisser. Car quoi qu’il en soit, ce sera le tout dernier jour de votre vie. Parce qu’il va y avoir bientôt une grande attaque, dans laquelle il y a des “Blancs”. Et ce sera pour vous exterminer !* ».

– Est-ce que vous pourriez aller au Mémorial de Bisesero et faire en sorte que ce que vous dites soit transmis et indiqué au public ?

Oui, je peux confirmer cette vérité historique. Les “Blancs” ont été vus pendant le génocide le 13 mai. Ils participaient aux tueries. C’est à cette date du 13 mai qu’ils ont été aperçus. Ils étaient parmi les tueurs pour une cause qui est connue : ils étaient venus pour renforcer la grande attaque.

—

Entretien avec Sylvain Nyakayiro à l'Hôtel Home Saint-Jean à Kibuye, le 19 Décembre 2014.

Le 13 mai 1994 qui vous attaquait ?

Ce sont les miliciens rwandais et les soldats français qui nous attaquaient.

– Soldats “blancs” ou français ?

Des soldats “blancs” qu’à ce moment-là, nous n’avions pas encore identifié comme Français.

– Est-ce que, parmi vous, certains ont entendu des Interahamwe parler aux “Blancs” ou, entre Interahamwe, dire « Ah les “Blancs” c’est des Français ! » ?

Un ex-enseignant, Twagirayezu, s’adressait aux “Blancs” en français.

– Twagirayezu, est-il un rescapé ou un génocidaire ?

Un génocidaire. Il était parmi les tueurs.

– Le 13 mai 1994, as-tu vu des « Blancs » tirer sur vous ?

Les soldats « blancs » étaient placés sur des hautes collines. Ils lançaient des obus sur les buissons pour que ceux qui s’y cachaient soient obligés d’en sortir. Et, là, les Interahamwe pouvaient nous tuer facilement.

– Comment les « Blancs » agissaient-ils ?

Ils avaient installé leurs artilleries sur des véhicules, au sommet des hautes collines de Bisesero. Eux, ils ne courraient pas derrière des gens.

– C’était quel type de véhicule ?

Des jeeps Pajero.

– Est-ce que des Rwandais venus d’ailleurs ont dit que des “Blancs” avaient tiré sur les Tutsi ?

Oui.

– Qui ?

Simugomwa Fidèle, un témoin qui était dans le clan des tueurs.

– Parmi les rescapés, est-ce qu’il y en a qui t’ont dit : « *À Butare, ou à Kigali, on a vu des “Blancs” nous tirer dessus* » ?

Oui. Par exemple, Hakizimana Jean-Baptiste et Karibana. Puis, il y a Semi et Simugomwa, qui ne sont pas de Bisesero. Ils sont des génocidaires. Ces génocidaires ont confirmé devant la justice la participation de “Blancs” parmi les tueurs et le fait qu’ils tiraient sur les arbres qui s’écroulaient. Moi-même, je confirme d’avoir vu des “Blancs” tirer. Au sommet de la colline, près de “Shetsakoufi”, j’ai vu des “Blancs” tirer vers Muyira où étaient les Tutsi. Les génocidaires Simugomwa, et Niyiranga ont rapporté devant les Gacaca que les “Blancs” mettaient devant eux ces génocidaires pour les obliger à tuer les Tutsi. Ils faisaient le même travail, tuer des innocents.

Commentaire des interviews

« *Ces “Blancs” avaient des armes et tiraient sur les Tutsi.* » « *Quand ils tiraient, on voyait un grand nombre de Tutsi mourir* », affirme Emanuel Karibana.

« *Les soldats “blancs” étaient placés sur des hautes collines. Ils lançaient des obus sur les buissons pour que ceux qui s’y cachaient soient obligés d’en sortir. Et, là, les Interahamwe pouvaient nous tuer facilement* », réitère Sylvain Nyakayiro.

Les récits des rescapés livrés à Matjules confirment les éléments recueillis dans les enquêtes de Farnel et Boudiguet : des soldats « *blancs* » étaient bien présents parmi les exécuteurs du grand massacre de Bisesero, le 13 mai 1994, « *le simusiga* », « *le jour le plus cruel* », « *le jour de l’extermination* ». Les témoignages attestent qu’ils parlaient français et décrivent un mode

opératoire qui ne laisse pas de doutes sur sa planification et sur l'adoption d'une doctrine et d'une méthodologie.

La doctrine anti-insurrectionnelle implique dans ce cas l'extermination d'un groupe humain : on vise des civils à mains nues, sans distinction, femmes et enfants ne sont pas épargnés. Une guerre « totale ». « Une guerre noire », pour reprendre l'expression de David Servenay et Gabriel Périès.

Sa méthodologie prévoit que les forces sur le terrain se partagent les tâches selon une hiérarchie dont les « Blancs » occupent le niveau supérieur. Elle correspond d'ailleurs, sur le plan de la stratégie, à la notion d'Assistance militaire opérationnelle (AMO), « véritable savoir-faire historique et culturel de l'armée de Terre française » si bien décrit, par le général Houïtte de La Chesnais, comme « l'appui à nos forces partenaires, partout dans le monde auprès desquelles nous sommes engagés en opération ». Ici, l'« appui » se traduit par la direction, sur le terrain, des « forces partenaires », les FAR (Forces armées rwandaises) et les miliciens Interahamwe, avec lesquelles les militaires hexagonaux sont « engagés en opération » depuis le début des années 1990.

Quoi qu'il en soit, si l'hypothèse, plausible, de l'appartenance de ces soldats « blancs » aux forces spéciales de l'armée française s'avérait exacte, cela confirmerait que la responsabilité française dans le génocide de 1994 ne se range pas au niveau du soutien ou de la complicité, mais dans celui de la participation directe et de la planification et de l'encadrement.

On retrouve cette idée de planification dans les propos de l'un des tueurs, rapportés par Emmanuel Karibana : « Vous, les Tutsi, si on vous a exterminé, c'est qu'il y avait des "agents" pour vous exterminer. Des réunions se faisaient. C'était organisé pour vous exterminer. Il y avait une force mobilisée pour vous éliminer ». Et par ceux d'un soldat des FAR, dont témoigne Jean-Baptiste Hakizimana : « Cette nourriture, tu peux la prendre ou la laisser. Car quoi qu'il en soit, ce sera le tout dernier jour de votre vie. Parce qu'il va y avoir bientôt une grande attaque, dans

laquelle il y a des “Blancs”. Et ce sera pour vous exterminer ! ». Y est confirmée, par ailleurs, la présence des « Blancs » dans les massacres.

Des militaires « blancs » de nationalité certaine...

En effet – et comme le rapporte avec beaucoup de détails Bruno Boudiguet dans son opus – le 3 mai se déroule à la préfecture de Kibuye une réunion, préparatoire à la grande attaque, « *simusiga* », dix jours plus tard. Dans la tribune, *deux officiers blancs en tenue militaire* sont assis près du préfet de Kibuye et de Jean Kambanda, 1er ministre du gouvernement intérimaire (GIR), qui leur adresse un discours vibrant :

« ... *De toutes les réunions que nous avons organisées, c'est la seule où j'ai pu y voir des étrangers ayant décidé de nous aider... Je voudrais de plus les remercier en quelques mots... c'est dans le besoin qu'on reconnaît les vrais amis... Nous nous sommes réjouis de l'assistance que les bienfaiteurs étrangers nous ont accordé en temps de paix. Nous sommes satisfaits de ce que nous avons accompli grâce à leur soutien, mais nous apprécions encore plus l'aide qu'ils nous apportent lors d'une telle période de désolation et d'infortune.* » [9]

Transmis en différé le 9 mai par Radio Rwanda, l'enregistrement de l'intervention de Kambanda a été retranscrit par le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) le 21 octobre 1999. Or, si Kambanda ne pouvait pas s'imaginer, en juin 1994, que ses paroles auraient été retranscrites et ajoutées aux actes du TPIR cinq années plus tard, il savait en revanche que son discours était capté par les techniciens de la radio nationale, très écoutée à l'époque. Taire la nationalité des « *étrangers* » présents à la réunion de Kibuye était par conséquent la moindre des retenues. Et cela malgré ses allusions aux « *vrais amis* » qui ont soutenu les autorités de Kigali « *en temps de paix* » et persistent à leur apporter leur aide même dans « *une telle période de désolation et d'infortune* », allusions qui sont donc absolument transparentes...

Or, si la présence de militaires « blancs » dans la réunion préparatoire du massacre du 13 mai, également confirmée par quatre témoins, est inscrite aux actes d'une institution internationale, peu de doutes demeurent sur la nationalité des deux « hôtes » de Kambanda à Kibuye. Envisager leur appartenance à une armée autre que celle de la France, dont la présence sur le terrain avant, pendant et après le génocide est un fait, ne relèverait-il pas d'une mauvaise politique fiction ?

D'autant que le 9 mai, quatre jours avant le carnage, un épisode, accablant pour les autorités françaises, a lieu à Paris. Un haut gradé des FAR, le lieutenant-colonel Ephrem Rwabalinda, y est en visite pour s'entretenir avec le général Huchon, patron de la Mission militaire de coopération française (MMC). Publié par la *Commission d'enquête citoyenne française sur le génocide* (CEC), un document résume les contenus de la réunion : il se confirme, de la part de la France, la décision d'apporter un soutien diplomatique et matériel à son allié (« *la présence physique des militaires français au Rwanda pour des coups de main dans le cadre de la coopération* ») et l'utilisation « indirecte », par les FAR, de « *troupes étrangères, régulières ou non* »), de s'installer dans une longue guerre et d'établir une liaison cryptée entre la MMC et les FAR.

Nous posons la question : « *des coups de main* » à réaliser à l'aide de « *troupes étrangères, régulières ou non* », comme ce 13 mai à Bisesero ?

La réunion se clôt avec la livraison d'un téléphone sécurisé pour permettre au général Bizimungu, Chef d'Etat-major des FAR, d'échanger sans être écouté avec son homologue français de la MMC.

... Et de provenance pas si obscure...

Dans son ouvrage-référence intitulée *La nuit rwandaise*, Jean-Paul Gouteux commente à ce propos : « *Le général Huchon avait donc fourni aux forces du génocide, en plein génocide, des moyens de communication sophistiqués qui permettaient aux services français de renseignements*

militaires et aux responsables du DAMI d'être en contact permanent avec eux ». En plus de leur pertinence politique, les propos du chercheur intéressent pour l'information qu'ils livrent concernant le rôle du DAMI.

Le DAMI, Détachement de l'assistance militaire à l'instruction, est l'une des « fonctions » attribuées au 1er RPIMa, le Régiment de parachutistes d'infanterie de la Marine. Fleuron des forces spéciales françaises, spécialisé dans les actions secrètes et en « profondeur », le 1er RPIMa est parmi les premières unités à débarquer au pays des mille collines début octobre 1990, lors du déclenchement de l'Opération *Noroît* [10]. Futur pilier du Commandement des opérations spéciales [11] établi en juin 1992 en même temps que la Direction des renseignements militaires (DRM), cette unité de l'ex-Coloniale débarque à Kigali sous les ordres du colonel Rosier qui, dans un premier temps, est aussi le patron de cette OPEX (opération extérieure).

Jean-Paul Gouteux affirme, comme d'autres sources, que quand *Noroît* quitte le Rwanda en décembre 1993, suite aux Accords d'Arusha entre le gouvernement de Kigali et la rébellion du Front patriotique (FPR), des militaires français versés dans l'action clandestine restent sur place ou y font retour peu après. Parmi ceux-ci, un autre militaire du 1er RPIMa, le capitaine Lallemand.

On ajoute que, du huit au quatorze avril 1994, après l'attentat de l'avion du président Habyarimana et le début des massacres, l'Élysée déclenche l'Opération *Amaryllis*, officiellement pour sécuriser l'évacuation de ressortissants français et étrangers. Son patron, le général Poncet est un officier féru des doctrines anti-insurrectionnelles qui s'illustrera également plus tard dans les événements tragiques d'Abidjan, en novembre 2004. À son départ, et selon plusieurs sources, des membres de l'armée française ne monteront pas dans les avions affrétés pour le retour...

L'ensemble de ces faits sont avérés : la réunion de Kibuye, les entretiens Huchon-Rwabalinda à Paris et la présence sur place de commandos français – après *Noroît* et *Amaryllis* et avant *Turquoise* (22 juin-21 août 1994). Tout ceci atteste d'une synergie franco-rwandaise qui se

perfectionne à la veille du premier carnage de Bisesero, où des artilleurs du DAMI auraient bien pu être présents parmi les militaires « blancs » sans uniforme qui tiraient à la mitrailleuse et au canon sur les civils tutsi désarmés.

Les témoignages sur cette présence française, hors du cadre chronologique des OPEX et pendant le génocide, sont nombreux.

Le chercheur Gérard Prunier fait état d'une cinquantaine de « conseillers » militaires français qui restent sur place lorsque les soldats de Noroît quittent le sol rwandais. Bernard Lugan, historien de droite et foncièrement pro-français, écrira dans son ouvrage *Les guerres d'Afrique* qu'au départ d'Amarillys, « *il ne resta alors plus sur place aux ordres du lieutenant-colonel Jean-Jacques Maurin que trente-trois hommes du détachement spécialisé du COS et deux coopérants de l'Assistance militaire et technique (AMT)* ».

Les aveux officiels ne manquent pas : « *Nous n'avons plus qu'une vingtaine d'hommes sur place à l'ambassade de France à Kigali...* » après le départ d'Amarillys, écrit dans son livre *Opération Turquoise -Rwanda 1994* le général Lafourcade, ancien parachutiste, ancien chef du 8e RPIMa – unité associée au célèbre 11e Choc – et commandant de l'opération *Turquoise*.

Depuis octobre 1990, la « *guerre noire* » de la France au Rwanda se déroule sans discontinuité et même en dehors de sa présence officielle. À partir de 1992-93, le COS, via surtout le 1er RPIMa et la DRM, sont à la manœuvre de l'action clandestine. Le 1er RPIMa intensifie au sein des FAR la formation de CRAP, *Commandos de recherche et d'action en profondeur*, les « *hommes invisibles* », à la fois créatures du 11ème choc et spécialité de la maison. Mais surtout, en 1993, ses membres sont le fer de lance de l'opération Chimère qui vole au secours de l'armée rwandaise en débandade suite à une offensive du FPR. Parmi ses effectifs, un DAMI artillerie [12].

Interrogé par Bruno Boudiguet à la prison de Mpanga, le bourgmestre génocidaire Straton Sinzabakwira confirme qu'un groupe d'artilleurs collaborant avec les Interahamwe restés sur place au départ de la mission Noroît. Et que ces spécialistes en artillerie lourde sont toujours sur le terrain à la mi-avril 94, à la fin de l'opération Amaryllis : « *Des artilleurs français étaient là pour ça. Ils étaient là pour aider, ils étaient là pour être utilisés là où il n'y avait pas de technicien artilleur rwandais formé en la matière* » [13].

L'intervention « invisible »

Si les militaires « *blancs* » en civil du 13 mai étaient effectivement des artilleurs du DAMI issus du 1er RPIMa et appartenant aux forces spéciales réunies dans le COS, à l'époque sous commandement de Jacques Rosier, il faudra essayer d'expliquer les raisons d'une telle intervention directe.

Or, pour les militaires français stratèges de la « guerre révolutionnaire » – cette guerre réactionnaire visant le contrôle total des « arrières », c'est à dire des populations susceptibles de soutenir l'ennemi – le lien entre les résistants Basesero et le FPR est vite établi et également souligné par le colonel Rosier, selon lequel les combattants aux mains nues des collines de Bisesero sont soutenus par l'APR (Armée patriotique rwandaise, aile militaire du FPR).

Lors de l'épisode du 27 juin, ce haut gradé responsable du COS sur place laisse entendre aux journalistes que les Basesero sont les éléments avancés de l'offensive du FPR visant à couper en deux la zone gouvernementale. Il voit Bisesero comme un verrou à faire sauter, un lieu abritant, non pas des résistants civils désarmés, mais la progression des troupes de l'APR.

Les forces gouvernementales n'arrivant pas à en venir à bout, une mobilisation sur le terrain des hommes de l'ombre des forces spéciales se serait-elle rendue nécessaire pour faire « *sauter le verrou* » ? Et n'y ayant pas complètement réussi malgré la décimation des résistants lors des

premières attaques du 13-14 mai, une deuxième offensive décisive aurait été programmée, d'une manière plus discrète, pendant *Turquoise* ? Surtout que cette dernière se déroulait sous l'œil des médias, auxquels une présence de militaires « *blancs* » lors de la phase finale de l'anéantissement des Basesero aurait pu ne pas échapper...

Ce genre d'actions secrètes ne doit pas étonner. Il fait depuis toujours partie des missions occultes confiées, si besoin est, aux troupes d'élite de l'armée française.

Dans sa livraison du 15 mars 2018, le journal *Le Monde* intitule ainsi l'un de ses papiers : *Le génocide rwandais et la responsabilité de la France apparaissent sous un jour nouveau après la révélation de documents confidentiels*. Il est notamment question de l'Amiral Lanxade, théoricien de la « *démocratie ethnique* » et Chef d'État-major de la « maison militaire » du président de la république François Mitterrand avant de devenir chef d'état-major des armées à l'époque du génocide, qui nous renseigne sur l'objectif réel de *Turquoise* : arrêter l'offensive de l'APR sur Kigali.

« Pour cela, la France va opérer de deux façons : une intervention visible, la protection des populations civiles sous égide de l'ONU, et l'autre invisible, qui lui est reprochée aujourd'hui. Son bras armé ? Le COS... composé de l'élite des forces spéciales comme les parachutistes des troupes de marine [le 1er RPIMa, le 8ème RPIMa... ndlr], le GIGN ou les commandos de l'air et de la marine. »

C'est cela la mise en pratique d'une méthodologie issue de la doctrine française. Véritable arme létale, bien plus que les blindés, les hélicoptères de combat ou les fusils d'assaut les plus sophistiqués dont l'OPEX disposait, la doctrine de la « guerre révolutionnaire » (DGR) débarque à Kigali, aux premiers jours d'octobre 1990, avec l'opération *Noroît* et ses troupes de l'ombre. Une chaîne de commandement clandestine se met en place. « *Les structures officielles ne contrôlaient*

plus rien », déclarera plus tard aux journalistes un haut officier depuis Paris. À l'ambassade de France, des instructions contradictoires arrivent de la Primature ou de l'Élysée, où est établi le commandement de ces troupes via l'amiral Jacques Lanxade.

Ce n'est que le début, le commencement de la « *guerre révolutionnaire* » sur les collines rwandaises.

Les 13 mai et 27 juin à Bisesero sont deux épisodes, intimement liés, de cette guerre noire où les faits d'armes sont à la fois visibles et invisibles. Pour bien comprendre l'attitude des autorités militaires françaises le 27 juin, il faut avoir bien détecté l'anatomie du 13 mai, le rôle de ses protagonistes et certains événements en amont. De la même façon, le 13 mai s'explique avec le 27 juin. Ce jour-là, le colonel Jacques Rosier, patron du COS, s'oppose à une intervention pour sauver les derniers Tutsi menacés d'une mort certaine par les FAR et les miliciens Interahamwe. Leur extermination avait-elle été programmée deux mois auparavant par les mêmes hiérarchies du COS qui, au plus fort de la résistance des Tutsi, en auraient confié l'exécution le 13 mai à ces artilleurs « blancs », munis de mortiers et de mitrailleuses, et agissant avec les FAR et les Interahamwe ?

« Dans ce cas, il serait alors tout à fait compréhensible que le 27 juin, Rosier s'oppose à l'intervention de sauvetage s'il sait que des soldats français (mercenaires et/ou militaires) ont été engagés dans le grand massacre du 13 mai. Malgré ses instructions, il restera quand même quelques survivants à Bisesero le 30 juin 1994, entre 800 et 1 000 Tutsi, dont ceux qui ont témoigné à Serge Farnel, Bruno Boudiguet et Matjules... » [14]

La présence de ces soldats « *blancs* » appuyant les génocidaires dans le grand massacre du 13 mai à Bisesero semble aujourd'hui difficilement contestable. Si leur identité reste à ce jour inconnue, l'hypothèse d'une intervention d'artilleurs issus du DAMI et du COS pourrait néanmoins

expliquer que le colonel Jacques Rosier ait laissé les derniers rescapés de Bisesero se faire massacrer, les troupes françaises n'intervenant finalement qu'au bout de trois jours.

Cette page du génocide des Tutsi doit être élucidée.

Comme doit être documenté le rôle qu'ont joué les troupes françaises restées au Rwanda durant toute la durée du génocide.

Luigi Elongui

Les rushes des six interviews de Matjules sont disponibles à l'adresse suivante :

<https://collectifinnovationsilluminationspolitiques.wordpress.com/2016/12/04/rushes-itw-par-matjules-de-temoins-de-bisesero/>

Un document reproduit dans le rapport de la *Commission d'Enquête Citoyenne* (p. 58-59) retrace l'entretien qui eut lieu à Paris une semaine avant la réunion du Conseil de sécurité, le 9 mai 1994, entre le lieutenant-colonel des Forces Armées Rwandaises, Ephrem Rwabalinda, et le général Huchon, chef de la Mission Militaire de la Coopération française (MMC).

On peut lire dans ce document (extrait) :

Les priorités suivantes ont été abordées :

- a. le soutien du Rwanda par la France sur le plan de la politique internationale.
- b. la présence physique des militaires français au Rwanda ou tout au moins d'un contingent d'instructeurs pour les actions de coups de mains dans la cadre de la coopération.
- c. l'utilisation indirecte des troupes étrangères régulières ou non.
- d. Besoins urgents :
 - Munitions pour la Bie 105 mm (2.000 coups au moins).
 - Compléter les munitions pour les armes individuelles au besoin en passant indirectement par les pays voisins amis du Rwanda.
 - Habillement- Matériel de transmission(...)

1 Ce document est téléchargeable sur le site de Jacques Morel, francegenocidetutsi.fr : RapportRwabalinda16mai1994.pdf

[2] *Rwanda, une plainte contre Paul Barril pour complicité de génocide*, Afrikarabia, Jean-François Dupaquier, 28 juin 2013, <http://afrikarabia.com/wordpress/rwanda-une-plainte-contre-paul-barril-pour-complicite-de-genocide>

[3] Serge Farnel, *Rwanda, 13 mai 1994. Un massacre français ?* Aviso/L'esprit frappeur, 2012 et Bruno Boudiguet, *Vendredi 13 à Bisesero*. Aviso, 2014.

[4] CIIP, <https://collectifinnovationsilluminationspolitiques.wordpress.com>

[5] Notons que pour tous ceux qui ignorent ou feignent d'ignorer la réalité de l'action de l'armée française en Afrique – des massacres organisés à Madagascar ou au Cameroun, des assassinats de chef d'État en passant par l'engagement dans l'horreur biafraise – une participation directe de l'armée à un tel massacre semble inimaginable. L'Histoire nous enseigne pourtant qu'il n'en est rien et qu'en terme de crimes abominables, l'armée française a déjà fait preuve d'une expérience significative.

[6] Selon le lexique employé par Jean Kambanda, Premier ministre du gouvernement génocidaire, se référant aux étrangers présents pendant la réunion de Kibuye, réunion préparatoire du grand massacre du 13 mai.

[7] Bruno Gouteux, conférence de rédaction de *La Nuit rwandaise*, octobre 2019.

[8] Ces trois interviews ont été réalisées par Matjules à Kibuye (Rwanda) en décembre 2014 grâce à la participation, en tant que traducteur, d'André Gakwaya, directeur de *Rwanda News Agency* et membre de *Grands Lacs Hebdo*.

[9] Voir les pages 388-391 de *Vendredi 13 à Bisesero*, ouvrage cité.

[10] Décidée par le président français François Mitterrand sous demande de son homologue rwandais Juvénal Habyarimana, suite au début de l'offensive depuis l'Ouganda du Front patriotique rwandais.

[11] COS, État-major interarmées regroupant les forces spéciales de l'Armée française sous un même commandement.

[12] Un officier français estime que cette mission est sans doute la première application à grande échelle, depuis 20 ans, du concept d'assistance opérationnelle d'urgence et attribue ce mérite à la bonne connaissance du Rwanda par le 1er RPIMA. Il reconnaît également, dans ce contexte, le caractère indispensable de la présence d'éléments de Noroît, qui se révèle dissuasive pour le FPR et rassurante pour le DAMI en cas de difficultés. Voir les actes de la Commission nationale d'enquête de l'Assemblée Nationale.

[13] *Vendredi 13 à Bisesero*, op. cit.

[14] Bruno Gouteux, op. cit.